

Cela favorise une évidente homogénéité dans les positions et les pratiques des groupes, par le débat régulier en assemblée. Les CJ sont ouvertes aux personnes extérieures intéressées, qui peuvent participer à part égale à la réalisation du journal.

L'OCL connaît également deux moments importants d'échanges, d'analyses et d'élaboration politique - d'une part avec ses Rencontres nationales, qui se tiennent au minimum tous les deux ans ; - d'autre part, et depuis plus de trente ans avec son «camping» estival qui dure deux semaines. S'y retrouvent des personnes désireuses de faire le point sur les luttes de l'année écoulée et d'autres questions, mais aussi d'apprendre à se connaître dans une vie quotidienne mêlant autogestion et convivialité. Depuis 2005, ce camping, est organisé avec nos camarades de l'OLS, et, dans un souci d'éviter toute confusion avec le tourisme vert ou militant, il s'appelle désormais «Rencontres libertaires d'Eychenat».

Parallèlement à cette structuration hexagonale, des groupes OCL éditent leur propre matériel (journaux locaux, tracts, affiches...), et définissent librement leurs axes d'intervention et leur positionnement sur le terrain.

L'OCL est un outil conçu pour échanger et agir ; prendre des initiatives et participer, dans la mesure de nos moyens, aux recompositions politiques et sociales que la situation exige. Il s'agit de remettre au goût du jour l'idée qu'il faut changer ce monde ; de pousser à l'émergence d'un pôle révolutionnaire qui ne se prenne pas les pieds dans les filets de la social-démocratie et du citoyennisme ; de réaffirmer la primauté des antagonismes de classes dans toute lutte. Nous ne cherchons pas à recruter mais à partager des analyses pour les mettre en œuvre collectivement sur des bases communes. L'intégration à l'OCL se fait ainsi par assimilation progressive à partir de pratiques de lutte, et non par l'adhésion à quelque charte ou manifeste ronflant.

Organisation communiste libertaire

oclibertaire@hotmail.com

UN SITE : <http://oclibertaire.free.fr/>

Abonnement au mensuel *Courant alternatif* (30 euros 12 numéros) :
OCL c/o Egregore, B.P. 1213, 51058 Reims cedex

Organisation Communiste Libertaire

QUI SOMMES- NOUS ?

*Eléments de
présentation de l'OCL*

**courant
alternatif**

Organisation **C**ommuniste **L**ibertaire

COMMUNISTES ...

Nous luttons pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échanges seront gérés non par leurs propriétaires «légaux» actuels ou par des bureaucrates de l'Etat, mais directement par les gens concernés au premier plan, les producteurs associés à une gestion assurée par des assemblées de base, des conseils d'usine, de quartier, de village, de ville et de région, composés de celles et ceux qui y vivent et y travaillent, et qui ont ainsi la possibilité de se fédérer librement pour déterminer la quantité, la qualité et l'usage de la production. Nous luttons pour une société dans laquelle le principe de base sera «De chacun-e selon ses possibilités à chacun-e selon ses besoins» : une société économiquement communiste, sans classes et sans Etat.

Partis et syndicats ne pourront être les gérants de cette nouvelle forme d'organisation de la production et de la répartition, mais seulement des forces de proposition. Dans ces nouvelles structures, toutes les formes permanentes de délégation de pouvoir sans mandat précis ni révocation possible à tout moment, de Parti-guide, de Parlement, de structures étatiques, seront écartées pour laisser la place à l'auto-organisation des prolétaires.

Les modalités d'application du communisme libertaire ne sont pas à déterminer à l'avance : elles dépendront des situations générales et particulières, des formes locales de culture, des possibilités et des désirs. Pour autant, le communisme libertaire n'est pas qu'une vague utopie. L'histoire des révoltes et des tentatives de révolution fourmille d'exemples de l'application concrète de notre projet anarchiste révolutionnaire, adapté aux situations particulières d'une époque ou d'un lieu - la Commune de Paris, les soviets dans la Russie de 1917, l'insurrection makhnoviste en Ukraine de 1918 à 1921, les collectivisations dans l'Espagne de 1936, les conseils ouvriers en Hongrie en 1956, etc.

Notre projet communiste libertaire est aux antipodes du communisme étatique qui dominait les pays de l'Est. Ce dernier s'est effondré, et nous ne pouvons que nous en réjouir ! Cela faisait plus de quatre-vingts ans que le courant libertaire dénonçait ces pays dits communistes comme étant des dictatures sanglantes, qui pratiquaient un capitalisme d'Etat ayant substitué à la forme classique de

du numéro qui va sortir et préparons le numéro suivant. Le groupe local qui organise cette C.J. a l'entière responsabilité politique du numéro préparé (édito, 1ère page, ordre et choix des articles).

Depuis 2003, l'OCL entretient des relations privilégiées avec Offensive Libertaire et Sociale (OLS), regroupement militant issu de l'antifascisme radical, et qui par son cheminement propre élabore des analyses et des stratégies convergeant avec les nôtres. Des numéros communs de nos revues et les rencontres libertaires d'été d'Eychenat nous permettent d'échanger sur notre militantisme, pour intervenir dans les luttes selon un même souci d'autonomie politique et de libération sociale, pour aller vers le développement actualisé d'une théorie et d'une pratique communistes anarchistes et révolutionnaires toujours à réinventer.

L'OCL, COMMENT ÇA MARCHE ?

L'Organisation communiste libertaire n'est pas un parti, en ce sens que nous ne lui attribuons pas un rôle d'avant-garde destinée à diriger les luttes : elle n'est qu'un des multiples lieux des mouvements sociaux en lutte contre l'ordre capitaliste et patriarcal.

Un de nos principes fondamentaux est que le fonctionnement d'une organisation doit être conforme à son projet politique, en ce que les moyens orientent la fin. L'OCL s'efforce donc d'être un lieu d'expérimentation et d'élaboration de rapports différents entre les personnes et entre les groupes.

Nous fonctionnons selon quelques principes tels que la démocratie directe et la décentralisation. L'OCL repose sur une base militante et bénévole, sans permanent ni salarié d'aucune sorte. L'appartenance à l'OCL est soumise à l'acceptation du groupe local. La liaison entre les groupes ou les individus isolés se fait par l'intermédiaire d'un Bulletin inter-régional (BIR).

Le fonctionnement par commissions journal (CJ) tournantes de Courant alternatif permet de se rencontrer chaque mois dans une ville différente, sans secrétariat ou autre bureau politique déguisé.

Remise en cause de la séparation entre le front dit principal où s'exerce directement l'exploitation capitaliste et les fronts dits secondaires, hors entreprises, qui sont eux aussi traversés par la lutte des classes.

La critique du syndicalisme comme outil d'intégration au capital et à l'idéologie dominante.

L'OCL va participer, à sa mesure, à tous les mouvements sociaux de ces 30 dernières années (anti-patriarcat, sans-papiers, luttes économiques, luttes antinucléaire, ...) avec pour axe central le renforcement de l'autonomie revendiquée par les principaux acteurs et actrices de ces mouvements. Elle a vécu une crise majeure en 1978-1979, période où l'OCL parisienne est un temps séduite par les sirènes de l'« autonomie » importée d'Italie et plaquée sur une réalité hexagonale fort différente. Cette dérive entraînera une rupture Paris-province et la disparition du journal, tout en donnant à l'OCL nombre d'acquis sur la violence révolutionnaire et la lutte armée. Après 1979, l'OCL ne compte plus qu'une dizaine de groupes, basés en province ; ils vont travailler à la mise en place d'un nouveau mensuel, Courant alternatif (CA), pris en charge collectivement pour éviter la centralisation des lieux de décision et d'expression de l'organisation.

L'OCL n'a jamais cherché prioritairement la visibilité organisationnelle, n'est jamais entrée dans des alliances avec la gauche de la gauche, dans des stratégies de pratique syndicale oppositionnelle. Elle a toujours eu une démarche politique anti-institutionnelle qui l'a amené tout naturellement à refuser clairement à appeler à voter Chirac en 2002 ! Néanmoins, elle a participé activement aux regroupements unitaires des libertaires sur des thèmes précis et concrets (lutte anti-coloniale des kanaks, au sein du Forum Social Libertaire en 2003).

Elle publie depuis 1980 un mensuel « Courant Alternatif » dont le fonctionnement est atypique : Commissions Journal tournantes (10 lieux différents/an) où sont invités les sympathisants. Lors de ces Commissions-Journal, nous organisons un débat (suivant les demandes), recensons les critiques du numéro sorti, assurons le suivi

la propriété privée la domination d'une classe bureaucratique dirigeant la production et les échanges pour son propre compte.

Le modèle social-démocrate, qui entendait parvenir au socialisme par une succession de réformes en s'emparant du pouvoir d'Etat par les élections, s'est heurté à la toute-puissance du modèle capitaliste, qui joue tour à tour de la répression et de l'intégration. Il y a bien longtemps que les « socialistes » ont renoncé à se battre pour une société égalitaire et sans exploitation.

... ET LIBERTAIRES

Mais l'oppression que nous voulons supprimer ne se cantonne pas à une sphère strictement économique. Elle touche à tous les rapports de pouvoir. Nous voulons une société politiquement libertaire sans domination d'aucune sorte.

Nous luttons contre toutes les sortes d'uniformisation (des modes de vie, des cultures, de la production et de la consommation) imposées par le développement capitaliste.

Nous luttons pour de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes, où la valorisation de la virilité et la soumission n'auront plus lieu d'être. Car une société sans classes ne mène pas forcément à l'éradication du patriarcat (système de domination des hommes sur les femmes) : celui-ci mérite une lutte spécifique, parce qu'il traverse l'ensemble des classes sociales et préexiste au capitalisme. La lutte contre le patriarcat est une lutte pour la déconstruction des genres masculin et féminin modelés et imposés par l'ensemble des sociétés préexistantes. Se réapproprier nos identités personnelles, c'est refuser d'intégrer un statut social lié à notre sexe et c'est refuser que les normes actuelles (hétérosexualité, monogamie...) soient des codes de notre vie. Nous voulons vivre librement notre corps et nos désirs.

Nous ne voulons plus d'une société où le travail n'est pas une activité humaine partagée en fonction de besoins librement décidés, mais un esclavage salarié destiné à produire n'importe quoi, du moment que ça se vend et que les capitalistes peuvent réaliser, par ce biais, des profits.

Il nous faut tordre le cou aux « vieilles croyances » que sont la nécessité de la croissance, du productivisme, de la prépondérance de l'« économie ».

De très nombreux courants socialistes ont lié la possibilité du communisme à une réalisation de l'abondance. Mais l'idéologie de la croissance économique et démographique, est une course perdue d'avance : elle ne fait que renforcer les inégalités entre les gens et abaisser la qualité de la vie ; notre planète ne peut permettre à toute la population mondiale d'accéder aux modes de consommation des classes supérieures des pays riches.

Les alternatives locales aux modes de consommation et de production qui tentent un peu partout de se mettre en place nous paraissent révélatrices du besoin de réappropriation collective de l'espace de nos vies que restreignent de plus en plus les productivistes. Même si ces alternatives, en l'absence d'une lutte globale contre le système et d'un projet politique, restent limitées quant à leur possibilité de changer réellement la vie.

Dans la mesure où notre projet politique s'est historiquement construit au fil et au cœur des mouvements sociaux, des révoltes et des tentatives d'établir des rapports sociaux égaux, c'est dans ces mouvements qu'il nous faut combattre, y compris en s'élevant contre certains de leurs aspects qui chercheraient à reproduire un ordre ancien (ou à en créer un nouveau) de domination. Ce sont dans les contradictions et les conflits actuels de la société que plongent les racines d'une autre forme d'organisation sociale dont l'ébauche jaillit parfois spontanément, dans certaines situations. Nous pensons que c'est lorsque les gens sont en mouvement, dans des moments partiels de rupture, qu'ils sont porteurs d'idées ou de pratiques correspondant le mieux à nos aspirations.

L'OCL : PLUS DE 35 ANS D'ANARCHISME RÉVOLUTIONNAIRE

L'OCL est née en avril 1976 au congrès d'Orléans de l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste.

A ce congrès l'O.R.A. disparaissait ; la majorité créait l'OCL et la minorité l'UTCL (qui deviendra plus tard Alternative Libertaire). Cette dernière accordera la primauté à la lutte sur le terrain économique par l'entrisme syndical et au développement d'un appareil politique classique.

L'OCL, quant à elle estime que l'effort militant doit investir tous les champs de lutte de la société, car la lutte des classes ne peut être réduite au seul terrain économique. Elle fait le bilan des travers gauchistes de l'ORA, et considère que l'organisation telle que définie par la plate-forme d'Archinov (unité idéologique, unité tactique, programme anarchiste) est une structure illusoire. Car ce ne sont pas les organisations politiques ou syndicales qui transforment un sujet historique (le prolétariat) en sujet révolutionnaire, mais la combativité dans les luttes sociales, en permettant à des gens en mouvement de passer d'une phase revendicative à une phase rupturiste selon un processus de conscientisation et d'autonomisation.

L'OCL se définit, dès sa création, comme étant « un lieu du mouvement parmi d'autres ». Des débats qui avaient pris naissance au sein de l'O.R.A. vont se poursuivre :

Les Luttes de femmes avec création de commissions mixtes et non-mixtes. Sur ce thème, elle publiera en 1998 un livre : Libération des femmes et projet libertaire.

Favoriser dans le lien d'appartenance ce qui s'acquiert (langue, lutte...) au détriment de ce qui est donné (liens du sang, etc...);

Refuser que la lutte armée, quand elle existe, ait un rôle de direction.

*L'OCL et L'OLS ont édité un hors série n° 17 (juin 2011) :
« Lutttes de libération nationale, une révolution possible ? »
disponible pour 4 euros à
OCL/Égrégore, B.P. 1213, 51058 Reims Cedex*

POSITIONS DE L'OCL SUR QUELQUES QUESTIONS ESSENTIELLES

QU'EST-CE QU'UN MOUVEMENT SOCIAL ?

Un mouvement tel que nous le concevons n'est pas un simple regroupement de militant-e-s. C'est, au contraire, un ensemble de personnes touchées par un problème précis et qui tentent de réagir à telle ou telle forme de l'oppression et de l'exploitation qu'elles subissent. Il est fait de ce que sont ces personnes, de leur réalité sociale, des contradictions qui les traversent, des raisons pour lesquelles elles luttent et des chances qu'elles ont de gagner.

L'intérêt de tel ou tel mouvement ne réside pas seulement dans son degré de radicalité, mais dans la dynamique qui lui est propre. Autrement dit, un mouvement situé à un niveau très bas de contestation de l'ordre établi peut être un lieu en pleine dynamique, en pleine évolution, parce que les brèches qu'il crée montrent des gens en train de s'ouvrir, de découvrir, d'aller à leur rythme vers plus de radicalité, c'est à dire de contestation et de compréhension de l'ordre établi, et de conquérir davantage d'autonomie. A l'inverse, un mouvement parvenu à un stade plus avancé de radicalité et de contestation peut être dans une situation bloquée, composé essentiellement de militant-e-s ne produisant plus ni avancées ni ruptures. Il est, pour nous, moins intéressant que le premier.

Par exemple, un regroupement qui se structure sur la base d'oppositions ou de minorités syndicales appuyées par des structures politiques n'est pas à notre sens un mouvement. Le fondement de sa dynamique n'est pas social, impulsé par des gens qui se mettent en mouvement afin de faire émerger ses revendications dans la société,

mais structuré par des forces politico-syndicales qui cherchent un terreau fertile (qui peut être le chômage, l'anti-mondialisation, ...) pour développer leurs analyses et construire un rapport de force avec l'Etat afin de s'ériger en partenaires d'un train de réformes.

Nos faibles forces doivent servir à impulser ou à aider à ce que se constituent divers petits regroupements de gens en mouvement. Mais nous n'entrons pas dans un mouvement par simple stratégie "parce qu'il y aurait des choses à y faire" comme une "avant-garde". Il faut que les militant-es impliqués partagent la réalité sociale, les besoins ou les objectifs des gens qui luttent, sinon il ne s'agit que d'un entrisme à peine déguisé.

Agir dans un mouvement, c'est y pointer des contradictions, y introduire des éléments de réflexion (par exemple en y posant les problèmes en termes anti-capitalistes) et y favoriser l'auto-organisation de ses actrices et acteurs ; c'est en fait y construire une impulsion de libération sociale, en créant les conditions permettant que se développe un esprit de défiance vis-à-vis de l'Etat, un esprit de rébellion, de désobéissance et d'insoumission ; c'est œuvrer à tout ce qui peut favoriser l'autonomie populaire et la rupture avec cette société au détriment des projets réformistes et intégrationnistes.

De notre conception du mouvement social découle notre conception de la solidarité. Pour nous, la solidarité est un partage réciproque dans lequel il n'y a ni victimes ni sauveurs, mais des acteurs en lutte contre le même ennemi. Elle n'a donc rien à voir avec la charité ni avec l'assistance caritative qui est devenue un business, un marché... La solidarité se distingue aussi à nos yeux du soutien politicien, qui cherche à servir des intérêts partidaires et instrumentalise la lutte de ceux qu'il prétend soutenir.

A PROPOS DE LA LUTTE DES CLASSES

" L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte de classes ", affirmaient déjà Marx et Engels dans le du Parti communiste. Avant eux, la lutte des classes avait été reconnue

commun à des regroupements militants conduit inévitablement à placer l'alternative centrale de la société entre totalitarisme et démocratie parlementaire, alors que nous la situons entre capitalisme et révolution sociale. La caricature a été atteinte avec l'appel à voter Chirac au 2ème tour des présidentielles de 2002, appel auquel se sont joints jusqu'à des groupes libertaires.

A PROPOS DES LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE

Etant internationalistes, nous sommes par là-même anticolonialistes et anti-impérialistes. Or, les luttes de libération nationale ont souvent été une révolte contre la situation subie par des populations exploitées, dominées, colonisées.

Comme toutes les autres luttes, elles ne sont pas sans contradictions et sont traversées par la lutte des classes : elles peuvent participer au combat pour la réappropriation d'un pouvoir collectif dans un espace concret et maîtrisé, mais également franchir un point limite au-delà duquel l'affirmation de l'appartenance se retourne en une logique d'exclusion ; elles peuvent porter en avant un projet social et égalitaire, mais elles sont aussi fréquemment le marchepied pour l'accession au pouvoir d'une bourgeoisie locale jusque là privée de ses prérogatives par le colonisateur.

C'est pourquoi lorsque nous soutenons ou participons à une lutte de libération nationale, nous mettons en avant le concept de libération nationale et sociale. Cela signifie :

Défendre l'idée que la libération réelle passe par une réorganisation de la production en fonction des besoins exprimés par les classes exploitées, et non en fonction des « impératifs » du marché ;

Combattre les tactiques d'intégration dans les institutions et favoriser les structures de contre-pouvoir et de base au détriment du pouvoir des partis ;

Lutter contre les revendications qui tendraient à renforcer le poids d'une future bourgeoisie ou des notables locaux ;

Le fascisme consomme autant la défaite du mouvement ouvrier que la victoire de ses propres idées.

La démocratie parlementaire n'est donc nullement un rempart contre le fascisme, ni contre une quelconque autre forme de totalitarisme susceptible d'apparaître. L'Histoire nous a appris que, lorsque l'alternative est entre révolution sociale et fascisme, la social-démocratie elle-même (et les staliniens !) n'hésite pas à combattre la révolution au risque avéré de faire triompher le fascisme (union sacrée en 14, Allemagne en 1920, Espagne en 37, pleins pouvoirs de Pétain en France, etc.).

Depuis 1945, les démocraties occidentales nées de la victoire militaire sur le régime nazi légitiment leur existence par un caractère antifasciste «originel». Ces mêmes démocraties se sont fort bien accommodées des régimes fascistes en Espagne, au Portugal, et ensuite au Chili et en Argentine... lorsque ces derniers offraient des garanties d'ordre et de stabilité pour le capital.

La gauche et l'extrême-gauche hurlent au fascisme à la moindre occasion : contre De Gaulle ou les généraux putschistes, contre les CRS et la police, contre Le Pen, bref contre tout ce qui semble s'opposer aux valeurs de gauche. Ce faisant, on banalise le vrai fascisme, celui qui est apparu dans les années 30, et on reste aveugle par rapport à d'autres formes de dictature qui apparaissent dans d'autres contextes. On évite tout simplement de voir que 1984 d'Orwell n'est ni une description de la barbarie nazie ni une caricature de l'ordre stalinien, mais décrit bel et bien la pente banale et obligée de nos belles démocraties occidentales.

L'«antifascisme», non seulement n'a pas permis de battre en brèche le fascisme (ni en France, ni en Espagne, ni en Allemagne), mais encore a favorisé l'écrasement de la révolution sociale, seule possibilité de triompher du fascisme. L'extrême droite représente le recours ultime des dirigeants politiques et économiques pour qui la «démocratie», la «défense des libertés», les «droits de l'Homme» ne valent que si chacun-e accepte sans rechigner de rester à sa place dans la hiérarchie sociale. L'antifascisme comme plus petit dénominateur

par des révolutionnaires comme Proudhon ou Babeuf ou par des économistes bourgeois comme Guizot.

L'originalité de Marx résidait dans le fait d'affirmer que les classes sociales sont liées à des phases précises du développement des forces productives et des rapports de production ; que la lutte des classes dans les sociétés industrialisées déboucherait automatiquement sur une phase transitoire (la dictature du prolétariat) vers une société sans classes et sans état. Notons que, pour le moment, les expériences de dictature du prolétariat ont abouti à des dictatures tout court. Pour nous, le communisme n'est pas inéluctable, et le développement du capitalisme, la constitution d'Etats nations, de démocraties parlementaires, ne sont pas des étapes obligées vers une société sans classes et sans état. Cette vision «linéaire» de l'histoire a souvent amené les révolutionnaires, et parfois le mouvement ouvrier, à participer à l'accélération du développement capitaliste plutôt qu'à sa destruction. En fait, on peut dire que même les éléments les plus dynamiques du mouvement ouvrier ont souvent œuvré, généralement à leur corps défendant, à achever la révolution bourgeoise.

C'est dans ce cadre-là qu'il faut comprendre l'histoire et le rôle du syndicalisme comme à la fois représentatif d'une volonté émancipatrice des exploité-e-s, et élément d'intégration jusqu'à se poser en intermédiaire entre le capital et le travail. Le syndicalisme n'est à nos yeux qu'un moyen parmi d'autres que se choisissent des travailleurs selon les moments et les circonstances. Nous n'avons pas de position sur l'appartenance ou non à tel ou tel syndicat, nous agissons avec les travailleur-ses qui se battent. Il n'est pas question pour nous de lutter à l'intérieur des appareils bureaucratiques ni d'occuper des postes de direction et de permanents syndicaux. Si radical que puisse être à un moment le combat mené à l'aide de l'outil syndical, nous ne perdons pas de vue qu'il ne saurait être une fin en soi.

Sans entrer plus avant dans des considérations sur l'histoire de l'humanité, nous pouvons affirmer que le fondement de la société capitaliste repose sur l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat.

Pendant presque un siècle, le prolétariat a été symbolisé par son noyau dur, la classe ouvrière. De plus en plus concentrée en entreprises localisées dans de grands centres industriels, celle-ci avait développé un fort sentiment d'appartenance qui lui a permis de jouer un rôle important sur la scène politique des pays "développés". A présent, les modifications de l'organisation du travail ont mis à mal cette relative homogénéité. Mais cela ne signifie nullement que la classe ouvrière a disparu, pas plus que le prolétariat lui-même. Dans la nouvelle période où nous sommes, ce dernier doit trouver et inventer d'autres repères collectifs, d'autres lieux géographiques, culturels, politiques où se fixeront l'appartenance et les dynamiques de lutte. Par conséquent, non seulement la lutte des classes n'a pas disparu, mais elle tend au contraire à s'intensifier, notamment à l'échelle mondiale.

Il faut bien comprendre que la lutte des classes ce n'est pas seulement les grands moments d'opposition frontale, mais aussi les mille résistances quotidiennes, le plus souvent anonymes, qui se déroulent chaque jour dans les boîtes et ailleurs, et qui sont en général ignorées des "observateurs".

Les luttes de ces quarante dernières années ont même démontré de manière éclatante que les oppositions de classes s'exprimaient à travers une foule de mouvements non pris en compte par le " mouvement ouvrier " classique : luttes écologistes, de femmes, de libération nationale, luttes sur l'école, etc.

Dès lors, la question qui se pose est : "Qu'est-ce qu'une position de classe dans une lutte ?"

Un antimilitarisme sans analyse de classe du rôle de l'armée et de la conscription peut déboucher sur un pacifisme renvoyant dos à dos l'opresseur et l'opprimé.

Un antifascisme qui ne s'accompagne pas d'une analyse de classe et se livre à des pratiques frontistes tombe dans un humanisme social-démocrate dont la tare est au mieux l'inefficacité, et au pire débouche sur une défaite.

Un soutien à certaines luttes de libération nationale qui ne prend pas en compte la lutte des classes et les antagonismes qui en décou-

Si le citoyennisme se répand de plus en plus, c'est parce que l'ordre dominant en a besoin pour nier la lutte des classes et s'assurer une cohésion sociale favorable à ses intérêts. Nous ne pensons pas qu'on puisse en appeler à l'Etat comme à un arbitre neutre qui trancherait les conflits. L'Etat n'est pas au-dessus de la société, il n'est pas au service des « citoyens », il est là pour garantir le maintien de l'ordre social inégalitaire. La résolution des « problèmes de société » ne relève pas que du domaine de « la responsabilité individuelle » (mais tu peux faire des efforts camarade !), ou du « civisme ».

*L'OCL a édité un Hors série sur
« l'arnaque citoyenne » (Hors série n°9 - 2003)
épuisé mais téléchargeable sur son site :
<http://oclibertaire.free.fr/>*

A PROPOS DE L'ANTIFASCISME

Le fascisme est une dictature qui s'appuie sur une doctrine de réconciliation des classes au service d'un Etat-nation, articulant une organisation corporatiste et verticale des travailleurs et des travailleuses à un Etat militarisé tout puissant. Il professe un anticapitalisme qui est seulement de façade puisque, en réalité, il ne parvient au pouvoir qu'avec l'aide et l'aval d'une grande partie de la bourgeoisie, et souvent le plus légalement du monde c'est-à-dire grâce aux élections. Le fascisme est donc une forme particulière de l'Etat, un mode de gestion du rapport entre les citoyen-ne-s et cet Etat qui peut, parfois, s'appuyer sur une théorie des races. Mais c'est une forme délimitée dans l'Histoire, une forme particulière de totalitarisme. Le racisme, quant à lui, parcourt l'histoire des relations humaines à travers de multiples formes d'organisation sociale. Autrement dit, un Etat fasciste peut être, en plus, raciste ; mais toute société raciste n'est pas obligatoirement fasciste.

Les causes historiques du fascisme ont été, dans les années 20 et 30, la crise du capitalisme et l'absence de dynamique révolutionnaire.

capitalisme. Le combat pour l'écologie ne peut pas davantage s'incarner dans des structures qui s'accommodent tant bien que mal du mode de production capitaliste et des structures politiques le soutenant. Par exemple, le combat antinucléaire a toujours intégré une dimension de critique sociale, et ne s'est jamais limité à un « choix énergétique ». Dissocier les luttes écologistes d'un combat anticapitaliste, c'est faire preuve soit d'irréalisme, soit de démagogie. Nous ne pouvons pas envisager une révolution sociale sans envisager la transformation de notre rapport à la nature. De la même façon, une révolution écologique ne peut s'imaginer sans révolution sociale. C'est cette vision qui nous guide dans le combat écologiste, et non la référence à un passé prétendument naturel et mythique ou à une quelconque symbiose mystique avec la « mère nature ».

L'OCL a réalisé un Hors série (n° 15, début 2010) sur l'écologie. Ce numéro est toujours disponible à 4,5 euros auprès de l'OCL Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex.

SUR LE CITOYENNISME

Le citoyennisme est une position politique et idéologique intégrant l'idée que toutes les personnes seraient égales face aux règles de l'Etat. Nous ne croyons pas à une telle « égalité », car nous pensons que ce qui détermine un individu dans cette société, c'est sa classe sociale, correspondant à des intérêts économiques, à des reproductions culturelles et des statuts sociaux différents. Le citoyennisme essaye de faire croire que l'Etat est géré « démocratiquement » par l'ensemble des citoyens et citoyennes, alors qu'il est aux mains des plus puissants, des plus riches, de ceux qui décident, bref de la bourgeoisie.

Faire croire que les bourgeois-e-s, les « classes moyennes », et les prolétaires ont les mêmes intérêts est tout simplement fallacieux. Ce n'est pas au nom d'une harmonie sociale mythique que nous menons nos combats, l'engagement militant n'est pas pour nous un engagement moral au service d'une communauté de citoyens, nous nous battons contre un système d'oppression et donc aussi contre des oppresseurs.

lent risque fort de ne pas apercevoir le moment où cette lutte peut devenir exclusivement nationaliste.

Une stratégie autogestionnaire qui ne s'appuie pas sur la réalité de la lutte des classes peut amener à un simple corporatisme.

Etc.

A PROPOS DE L'ANTI-PATRIARCAT

Exploitées parmi les exploités, les femmes connaissent à la fois l'exploitation capitaliste et l'oppression patriarcale dans la quasi totalité des sociétés contemporaines. Si dans les années 70, les mouvements de femmes ont remis en cause les rôles, les statuts et les droits traditionnels aliénant leur corps et leur vie, le décalage entre les législations traduisant ces avancées et la mutation plus lente des mentalités reste important aujourd'hui.

Contrairement à certaines affirmations courantes et hâtives, les femmes subissent toujours une inégalité criante dans le domaine économique par rapport aux hommes, même si le travail rémunéré est maintenant un acquis (la norme n'est plus d'envisager l'avenir au foyer). Les femmes occupent plus souvent un travail subalterne. A travail égal, les écarts de salaire peuvent être très importants. Pour un poste requérant une qualification égale, les femmes sont en général plus diplômées que les hommes. Il est des professions masculines et d'autres féminines : bien sûr, ces dernières sont plus mal payées... Les femmes occupent plus souvent des emplois précaires que les hommes, même si l'écart existant entre eux tend à diminuer avec le sous emploi. Les femmes représentent la majorité des chômeurs officiels, et restent plus longtemps que les hommes au chômage (la nouveauté de notre époque est qu'une femme perdant son emploi ne se déclare pas inactive, mais chômeuse). La grande majorité des travailleurs pauvres sont des femmes.

Si le patriarcat existait bien avant le capitalisme, ces deux dimensions sont de nos jours indissociablement liées. Le capitalisme s'est construit en s'appuyant sur le patriarcat, dont il a au fil des années profondément changé les modalités (en séparant famille et unité de production, sphère privée et sphère publique) sans en changer la nature (domination des hommes sur les femmes et assignation de

celles-ci au foyer dans un rôle non reconnu). Dans une société capitaliste où les valeurs centrales sont l'argent et l'activité rémunérée, le travail domestique ne relève pas de la logique marchande et la femme qui s'y cantonne ne peut donc pas avoir d'existence autonome. En fait, les femmes ont toujours participé à la production; mais cette participation est soit ignorée, soit dépréciée et considérée comme insuffisante pour donner des droits équivalant à ceux des hommes. Le syndicalisme ouvrier masculin a d'ailleurs longtemps résisté à l'embauche des femmes dans certaines activités, de la même façon que les syndicats blancs Nord-américains refusaient l'embauche de travailleurs/euses noir-e-s dans certaines industries. Au cours des dernières décennies, le capitalisme moderne a toutefois favorisé la reconnaissance des femmes en tant qu'actrices économiques et politiques à part entière, pour deux raisons essentielles :

- d'abord, sa dynamique d'homogénéisation et d'internationalisation de la consommation, des marchés, donc des modes de vie, a cassé les sociétés traditionnelles, développé l'individualisation et remis en cause les cultures patriarcales et leur hiérarchie propres à chaque société locale ;

- ensuite, la recherche effrénée de la rentabilité financière maximale du capital a placé les femmes, sous-payées, en position concurrentielle sur le "marché du travail" face aux hommes (aujourd'hui, la délocalisation massive d'industries manufacturières vers les pays à main d'œuvre bon marché suit cette logique).

Si la discrimination économique (salaires, emplois, etc.) envers les femmes est liée au patriarcat, celui-ci a longtemps imprégné le mouvement ouvrier, qui ne s'est préoccupé de la condition des femmes que lorsque celles-ci ont été utilisées par le patronat pour baisser le prix de la main d'œuvre. Le mouvement ouvrier a le plus souvent réagi par l'exclusion : au lieu de s'attaquer au patronat, il s'en est pris au travail des femmes, avec deux conséquences : d'une part, les laisser encore plus vulnérables ; d'autre part et pour le moins, ne pas faciliter leur intégration dans les syndicats. Attitude qui sera reproduite plus tard avec l'immigration...

La séparation instaurée par le capitalisme entre sphères privée et publique, entre travail domestique gratuit et salariat a contribué à

maintenir les femmes dans la situation d'assistées et d'éternelles mineures que le patriarcat a toujours tendu à leur imposer. Même les révolutionnaires avaient intégré l'idée que l'activité économique gratuite des femmes n'était pas un travail. Pourtant, le capitalisme ne pourrait pas fonctionner sans cette reproduction gratuite de la force de travail réalisée par les femmes et indispensable au fonctionnement de la machine économique.

Nous nous inscrivons dans l'histoire du mouvement des femmes, et pensons que la lutte antipatriarcale ne doit être ni isolée ni secondaire, mais être menée de pair avec les autres luttes sociales : aucune victoire sur le terrain de l'anticapitalisme ou de l'anticolonialisme, par exemple, ne garantit la fin de l'oppression patriarcale. Nous sommes très critiques envers certaines pseudo-avancées féministes telles que la loi sur la parité en politique, comme envers les modèles de superwoman enchaînant travail salarié et tâches imposées classiquement aux femmes (ménage, enfants...). Nous combattons le retour à l'ordre moral qui s'opère à travers le formatage des comportements sexuels ou sociaux imposés par la société aux femmes et aux hommes. Une révolution antipatriarcale et sexuelle reste à faire !

*L'OCL a édité en 1998 un livre aux éditions Acratie :
« Libération des femmes et projet libertaire »,
152 pages, 7 euros, toujours disponible à
OCL Eggregore, BP 1213, 51058 Reims cedex*

A PROPOS DE L'ÉCOLOGIE

La quasi-totalité des désastres écologiques, actuels ou à venir, sont des conséquences directes du mode de production qui domine la planète : il ne peut exister autrement que par un développement sans fin, l'absolue nécessité de détruire pour reconstruire ensuite avec profit. L'aboutissement d'une lutte écologique ne peut donc provenir de la seule addition de changements de comportements individuels, ceux-ci ne peuvent suffire à remettre en cause la logique mortifère du